

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 09/02/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 09/02/2023

**Contexte et constats**

Publié sur



**ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)**

Groupe SIFCOR  
23 rue du 11 novembre  
52800 Odival

Références : 20230203\_UIDLHL\_EAR\_50\_RAP  
Code AIOT : 0010500150

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT) implanté 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a souhaité rencontrer l'inspection pour présenter un projet d'extension de ses activités. L'augmentation d'activité aura un impact sur les rejets atmosphériques. Par ailleurs, le contrôle inopiné réalisé en 2022 ayant été très partiel, un nouveau contrôle inopiné a été prescrit pour 2023. La réunion avec l'exploitant pour son projet a donc été suivie d'une inspection sur l'action nationale "contrôle des rejets atmosphériques" pour apprécier les conditions de la surveillance des rejets du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)
- 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0010500150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une fonderie d'aluminium qui travaille en conception et réalisation de pièces pour les véhicules automobiles, en particulier hybrides et électriques. Le process se déroule comme suit : fusion / fonte / refroidissement / traitement thermique / usinage. La fonderie exploite deux technologies différentes (coquilleuses en carroussel et basse pression pneumatique). Un agrandissement était prévu au nord des bâtiments existants pour accueillir des investissements en travail mécanique des métaux mais n'a pas été mis en oeuvre. L'activité étant en croissance l'exploitant a présenté son projet d'augmentation de la capacité de fusion (en deux temps : une augmentation de 15 t/j environ sous 3 mois, et une augmentation de 48 t/j sous un an).

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Extension d'activités
- Rejets atmosphériques (action nationale 2023)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La rétention extérieure sous abri est apparue encombrée, souillée, et deux flaques orange sont présentes à côté des regards qui récoltent les liquides. L'exploitant a expliqué que la cuve souterraine a pu déborder avant remplissage de la cuve aérienne. Il a indiqué que la zone a vocation à être nettoyée et fermée. L'exploitant réalisera un curage du sol et fera évacuer les déchets par filière autorisée. Il transmettra à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets à réception.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
4	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
8	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
9	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 3.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant justifiera dans les délais indiqués du respect de son arrêté préfectoral du 14 novembre 2019 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques (émissaires à surveiller, paramètres à analyser, conditions de prélèvements et d'analyses, périodicité des analyses)

L'exploitant régularisera si nécessaire l'activité de la sableuse au titre de la rubrique 2575

L'exploitant réalisera les travaux nécessaires à la mise en conformité des différents émissaires du site qui garantissent des mesures fiables, répétables et reproductibles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Il a été procédé à la vérification des équipements sur lesquels les émissions atmosphériques sont effectivement captées : - unité de fusion (fusion, coulée, et maintien) - fours de maintien - forge (la matrice est graissée donc les fumées passent par un laveur de fumées) - sableuse  Les émissions sur ces équipements sont canalisées et rejetées à l'extérieur via 4 émissaires  La captation sur la fusion a été remise à neuf en 2018/2019 pour optimiser son efficacité. Les émissions les plus importantes sont liées au « dégazage »
<b>Observations :</b> L'exploitant précisera sous 1 mois, - le nombre de systèmes de captation et les équipements qui sont reliés à chacun - pour chaque équipement dont les émissions sont captées, les dispositifs de traitement des émissions lorsqu'ils existent
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b> Les activités ne mettent pas en œuvre de produit pulvérulent. L'exploitant indique que la désoxydation du métal en fusion s'effectue par brassage et adjonction de NUCLEANT 1582 (granules projetées dans le métal en fusion à 0,1 % de son poids).  Le produit Nucléant 1582 a pour mentions de dangers : H315 et H318. Il contient des composés fluorés, ces paramètres sont soumis à auto-surveillance dans les rejets atmosphériques du secteur Fusion.  Ce produit est stocké en sacs ou palette et représente 3 tonnes de matière pour l'exercice 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 3 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<p><b>Constats :</b> - Présence d'une cheminée pour l'évacuation des fumées :</p> <p>3 émissaires ont été vus, le 4<sup>e</sup> est trop central sur le toit du bâtiment pour être visible depuis le sol</p> <p>- S'assurer que le débouché des cheminées ne présente pas d'obstacles à la bonne dispersion du panache :</p> <p>Un émissaire désaffecté débouche en façade et est orienté vers le bas</p> <p>- S'assurer que les conduits ont bien un débouché vertical, ce qui permet une meilleure diffusion des rejets :</p> <p>Le débouché de l'émissaire de la sableuse, de faible diamètre, est situé en façade à faible hauteur. Si la sableuse a une puissance supérieure à 20 kW, elle relève de la rubrique 2575 (emploi de matières Abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565) et doit respecter l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 :</p> <p>Article 6.1 - Captage et épuration des rejets à l'atmosphère</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.</p> <p>Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant précisera sous un mois si la sableuse a une puissance supérieure à 20 kW l'exploitant régularisera sa situation dans le porté à connaissance à produire pour l'augmentation de capacité de production.</p> <p>Il réalisera la mise en conformité de l'émissaire qui évacue les émissions atmosphériques de la sableuse dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

#### N° 4 : Points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).  Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.  Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier que les canalisations de rejets permettent de réaliser des mesures représentatives. En particulier, le contrôle inopiné des rejets atmosphériques prescrit pour 2023 devra porter sur tous les émissaires en service et le rapport de contrôle devra préciser les caractéristiques des points de prélèvement sur chacun.  L'exploitant a précisé qu'il met sa nacelle à disposition des préleveurs après permis de travail qui conduit à vérifier leurs habilitations pour son utilisation.  Si les installations sont non conformes l'exploitant proposera un échéancier de mise en conformité sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 5 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> Le contrôle 2022 a été réalisé dans le cadre de la campagne annuelle « contrôles inopinés des rejets atmosphériques » de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes. Il n'a porté que sur un seul émissaire.  Le contrôle inopiné des rejets atmosphériques prescrit pour 2023 devra porter sur tous les émissaires en service et le rapport de contrôle devra préciser les normes appliquées pour ce contrôle et les écarts à la norme.  L'exploitant devra programmer annuellement la surveillance de ses rejets atmosphériques et s'assurer de leur conformité à son arrêté préfectoral du 14 novembre 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

## N° 6 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Le contrôle 2022 a été réalisé dans les conditions exigibles (3 essais de 30 minute, blanc de prélèvement).  Tous les émissaires n'ont pas fait l'objet de prélèvement et tous les paramètres réglementés n'ont pas été analysés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours



## N° 7 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> VLE concentration respectées pour les paramètres qui ont pu être analysés  Le contrôle inopiné 2023 devra porter sur tous les émissaires et tous les paramètres réglementés
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

## N° 8 : Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.  Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b> VLE concentration respectées pour les paramètres qui ont pu être analysés  Le contrôle inopiné 2023 devra porter sur tous les émissaires et tous les paramètres réglementés
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 9 : Respect des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de VLE (concentrations)
<b>Constats :</b> VLE concentration respectées pour les paramètres qui ont pu être analysés  Le contrôle inopiné 2023 devra porter sur tous les émissaires et tous les paramètres réglementés
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 10 : Respect des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de VLE (flux)
<b>Constats :</b> L'exploitant produira dans le porté à connaissance à transmettre un calcul des flux spécifiques (somme des flux pour chaque paramètre, rapporté à la tonne produite)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet